

## Edito | Macron cajole les retraités et annonce des conventions citoyennes

Au fond l'incendie de Notre Dame de Paris aura rendu service à la communication présidentielle...Ce jeudi, en guise d'oracle alors imaginé, le lundi de la semaine passée, l'oracle a pris la forme d'une longue énumération sur le mode pédagogique des réponses qu'il propose pour prolonger le grand débat qu'il avait voulu, face à la crise sociale du pays, incarnée par les premiers temps du mouvement des gilets jaunes. Une conférence de presse, avec la part d'imprévu qu'elle implique, lui a donné l'occasion de faire un zeste d'amende honorable et d'évoquer « le temps de l'humain ». Soit. Pour autant, sur le fond, Emmanuel Macron ne renie rien ou pas grand chose des deux premières années de son quinquennat. Il puise, d'ailleurs, dans le mouvement de création d'emplois qui a repris la confirmation que sa stratégie était la bonne et que le dialogue social en est en quelque sorte la clé. Dommage qu'il ait semblé l'oublier quand certain leader syndical lui tendait la main, lorsque la crise des Gilets jaunes se durcissait.

Autant dire que la question du pouvoir d'achat, s'il ne la pas éludée, n'a pas reçu de réponse directe, mais une série d'annonces plus ou moins significatives qui lui font écho. Ainsi en est-il de cette baisse annoncée de 5 milliards d'impôts présentée comme une faveur faite à la classe moyenne; ainsi en est-il de ce retour à l'indexation des pensions de retraites, en janvier 2020, pour les moins de 2.000 euros et, un an plus tard, pour l'ensemble des retraites, et de l'idée d'un minimum retraite à 1000 euros. La famille des retraités qui n'avait toujours pas digéré la hausse de la CSG y verra une volonté d'apaisement aux possibles retombées électorales.. Confirmation, aussi, de la suppression des niches fiscales pour les entreprises.

C'est sur le registre de la démocratie, et des institutions que le président, a commencé à apporter des réponses au fort besoin de participation que le pays exprime. Et, notamment, avec la création de cette convention citoyenne issue d'un tirage au sort dont il laisse entendre que ses avis pourront être soumis au parlement ou donner lieu à référendum. Une manière d'écho au RIC des Gilets Jaunes avec un premier terrain d'application, à l'horizon du mois de juin: la question de la transition écologique dont Emmanuel Macron a semblé considérer qu'elle était assez cruciale pour qu'il annonce, parallèlement, la création d'un conseil de défense spécifique avec ce que cela implique de solennité. On a cru discerner comme un réchauffement de la prise de conscience macronienne à ce sujet, comme si la mobilisation des plus jeunes avait servi de réveil... Quant au référendum, en tant que tel, notons qu'il a avancé l'idée de rendre plus accessible le RIP, ce référendum d'initiative partagée qui dort dans les cartons de nos institutions depuis les années Sarkozy . A suivre, de même que l'annonce de l'institution d'une dose de scrutin proportionnel ( 20%?)

Et, bien sûr, on aurait envie et nos élus locaux, les premiers sans doute, de croire à la sincérité de l'hôte de l'Elysée quand il annonce un nouvel acte de la décentralisation et cite des domaines où elle répondrait à des besoins profonds de la société, qu'il s'agisse des transports, du logement ou encore de la transition écologique. Attendons et accueillons avec ce qu'il convient de curiosité, teintée de scepticisme, la proclamation d'une déconcentration qui, à entendre Emmanuel Macron, est la vraie réponse aux besoins des territoires. En un mot trop de fonctionnaires à Paris; envoyons-les en province. Le débat dure depuis au moins cinquante ans, depuis ce temps de "Paris et le désert français" de Jean-François Gravier. Il a nourri des pages de journaux et buté sur l'impérialisme de la technostructure d'Etat, retranchée dans ses certitudes et son confort. Ce changement de cap serait une révolution culturelle et ce sera tout à fait amusant de croiser, demain, dans la Maison de chaque canton de l'Hexagone, promis par le président quelque haut fonctionnaire, descendu de Bercy, pour expliquer les baisses d'impôt aux citoyens. Mais après tout, comme il le dit lui-même avec un vrai contentement de soi ce serait une manifestation spectaculaire de "l'art d'être français"...



Joël Aubert



